



Numéro PPQ/

mardi 20 juin 2017

Les grands titres:

- Journée des réfugiés : l'ONU appelle à la solidarité alors que le nombre de personnes déplacées atteint un record
- Le chef de l'ONU réclame un débat rationnel concernant les migrations
- RDC : l'ONU réclame une nouvelle fois l'ouverture d'une enquête internationale sur les exactions dans les Kasai
- Mali : le chef de l'ONU condamne l'attaque terroriste contre un hôtel près de Bamako
- La Côte d'Ivoire, un exemple en matière de désarmement, démobilisation et réintégration
- L'OMS soutient la formation de médecins et infirmières syriens pour qu'ils puissent intégrer le système de santé en Turquie
- Le chef de l'ONU nomme l'Américaine Josette Sheeran comme Envoyée spéciale pour Haïti
- La solution à deux Etats, Israël et Palestine, est le seul moyen de parvenir à une paix durable, selon l'ONU

Journée des réfugiés : l'ONU appelle à la solidarité alors que le nombre de personnes déplacées atteint un record



Après trois jours de route, des réfugiés sud-soudanais arrivent au camp de Gure Shembola en Ethiopie. Photo HCR/Diana Diaz

20 juin - Alors que le nombre de personnes déracinées par la violence et les persécutions dans le monde a atteint l'an dernier le chiffre record 65,6 millions, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé mardi la communauté internationale à apporter son soutien et afficher sa solidarité.

« Il importe de méditer sur le courage de ceux qui ont fui et la compassion dont font preuve ceux qui les accueillent à bras ouverts », a déclaré M. Guterres dans un message vidéo pour cette Journée qui est célébrée chaque année le 20 juin.

« Nous devons prendre l'engagement de restaurer l'intégrité du régime international de protection des réfugiés. Et nous devons travailler - ensemble - pour donner à chacun une chance de construire un avenir meilleur », a-t-il ajouté.

« J'ai rencontré tant de personnes qui ont tout perdu. Mais elles ne perdent jamais leurs rêves pour leurs enfants ou leur désir d'améliorer notre monde. En retour, elles ne demandent presque rien – juste que nous les aidions au moment où elles en ont le plus besoin. Et notre solidarité », a-t-il encore dit.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a aussi rendu hommage à la résilience et au courage des millions de personnes qui ont été forcées de fuir les guerres, les persécutions et la violence. « Alors qu'ils ont perdu leur foyer, leur travail, et quelquefois leur famille, ils ne baissent pas les bras pas et trouvent l'énergie de recommencer à zéro », a-t-il dit dans un message.

« Ce jour est également l'occasion de saluer les communautés et les populations qui, dans le monde entier, accueillent parmi elles des réfugiés et des déplacés internes, qui leur offrent refuge et leur font une place dans leurs écoles, dans leurs lieux de travail et dans leurs sociétés », a-t-il ajouté.



En cette Journée mondiale des réfugiés, M. Grandi a appelé à surmonter l'indifférence ou la crainte et à adopter l'idée de l'inclusion, « pour accueillir des réfugiés au sein de nos propres communautés, et pour contrer les déclarations qui cherchent à exclure et à marginaliser les réfugiés et les déracinés ».

« Parce que, lorsque nous sommes solidaires #Aveclesréfugiés, nous nous engageons en faveur du respect et de la diversité pour tous », a-t-il conclu.

Le HCR a indiqué mardi qu'un nouveau drame s'est récemment produit en Méditerranée, avec au moins 129 migrants disparus après le naufrage de leur embarcation de fortune au large de la Libye.

Face à la succession de drames en Méditerranée, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés a réitéré son appel pour la mise en œuvre d'alternatives crédibles à ces traversées dangereuses pour les personnes ayant besoin d'une protection internationale, y compris des voies accessibles et sûres pour rejoindre l'Europe, comme le regroupement familial, la réinstallation et le parrainage privé.

Le chef de l'ONU réclame un débat rationnel concernant les migrations



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres (à droite), lors d'une conférence de presse à New York. Photo ONU/Evan Schneider

20 juin - En cette Journée mondiale des réfugiés, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a réclamé mardi un débat rationnel concernant les migrations, insistant sur le respect des droits humains tout en traitant les problèmes liés à la mobilité humaine.

« J'appelle à un débat rationnel en matière de migrations. Bien sûr, les pays ont le droit d'appliquer leurs propres politiques migratoires, mais ils doivent le faire dans le plein respect des droits de l'homme, tout en développant des politiques de coopération capables de résoudre les problèmes de mobilité humaine », a déclaré M. Guterres lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York.

Il a rappelé que la situation a considérablement changé aujourd'hui quand il la compare avec la période pendant laquelle il était Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, de 2005 à 2015.

« Au cours des dix années où j'ai été Haut-commissaire pour les réfugiés, je dois dire que, de manière générale, le droit international était respecté. Les frontières étaient, en général, ouvertes, avec très peu de situations où les réfugiés étaient rejetés ou renvoyés dans leur pays d'origine », a-t-il dit.

Aujourd'hui, « nous voyons de plus en plus de frontières fermées, de plus en plus de réfugiés rejetés, dans les pays du monde développé. Nous voyons une diminution des possibilités de réinstallation dans les pays riches pour les réfugiés venant du Sud ».

Tout n'est pas négatif et un grand nombre de pays continuent de fournir une protection aux réfugiés dans des circonstances difficiles. Le chef de l'ONU a pris l'exemple de l'Ouganda, où il va se rendre cette semaine.

« L'Ouganda reçoit, très généreusement, des réfugiés des pays voisins. Il compte maintenant plus de 1,3 million de réfugiés, dont 950.000, rien que du Soudan du Sud. Il leur fournit non seulement une protection, mais aussi des lots de terre et la capacité de vivre non pas dans des camps, mais au sein des communautés », a-t-il souligné.

Dans ce contexte mondial, M. Guterres a souhaité lancé cinq appels.

« Premièrement, j'appelle les États membres qui ne le font pas, à rétablir l'intégrité du régime international de protection des réfugiés, ce qui signifie avoir le droit, évidemment, de gérer leurs frontières de manière responsable, mais aussi de les gérer de manière humaine et ne pas refuser l'entrée à ceux qui demandent l'asile et qui méritent d'être protégés », a-t-il dit.

« Deuxièmement : reconnaître qu'il n'y a pas de solution humanitaire s'agissant des réfugiés, la solution est politique », a-t-il

ajouté. « Troisièmement : le soutien humanitaire aux réfugiés est encore largement sous-financé », ce qui signifie que « la majorité des réfugiés vivent sous le seuil de pauvreté ».

« Quatrièmement : j'appelle les pays du monde développé à exprimer une solidarité beaucoup plus forte envers les pays de premier asile dans le Sud », a-t-il encore dit. « Et enfin : je demande aux pays du monde développé d'augmenter leurs quotas de réinstallation au moins aux niveaux existant il y a deux ou trois ans ».

RDC : l'ONU réclame une nouvelle fois l'ouverture d'une enquête internationale sur les exactions dans les Kasai



L'école primaire de Tshinyama est l'une des quatre écoles pillées lors d'affrontements entre les rebelles de Kamuina Nsapu et la police en mars 2017 dans la commune de Nganza, dans les Kasai, en République démocratique du Congo. Photo UNICEF/Dubourthoumieu

20 juin - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a réclamé une nouvelle fois mardi l'ouverture d'une enquête internationale sur les violations graves des droits humains commises dans les Kasai, en République démocratique du Congo (RDC).

Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies doit se prononcer jeudi ou vendredi sur un projet de résolution en ce sens, à la demande de l'Union européenne.

Le Haut-Commissaire s'est inquiété en particulier de « la création et de l'armement d'une milice, Bana Mura, qui soutiendrait les autorités congolaises dans la lutte » contre la rébellion Kamwina Nsapu, qui « a mené des attaques horribles contre des civils des groupes ethniques Luba et Lulua », a-t-il dit souligné mardi devant le Conseil des droits de l'homme, à Genève.

Le chef des droits de l'homme a dénoncé la détérioration de la situation humanitaire et des droits de l'homme dans les Kasai. Plusieurs intervenants semblent alimenter la haine ethnique, ce qui conduit à des attaques extrêmement graves, de grande ampleur et apparemment soigneusement planifiées contre la population civile dans les Kasai.

Alarmé par les rapports faisant état d'atrocités et étant donné les difficultés d'accès pour aller dans les Kasai, le Haut-Commissaire a décidé, la semaine dernière, d'envoyer dans la région une équipe d'enquêteurs pour rencontrer des réfugiés ayant fui les violences.

« Les réfugiés de plusieurs villages du territoire de Kamonya ont indiqué que les Bana Mura ont au cours des deux derniers mois tués, mutilés ou brûlés à mort des centaines de villageois et ont détruit des villages entiers », a affirmé M. Zeid.

Selon le Haut-Commissaire, quarante-deux charniers ont été repérés dans les Kasai. Il pourrait y en avoir davantage, a déclaré M. Zeid, expliquant que des réfugiés avaient dit à l'équipe du Haut-Commissariat qu'ils avaient été obligés d'enterrer d'autres morts dans des fosses communes.

Si dans d'autres parties du pays certains progrès ont été accomplis, il a toutefois prévenu que les Kasai risquaient de devenir une zone de « feu à volonté ». Sur les 5190 violations des droits de l'homme répertoriées l'année dernière, plus de 64% ont été commises par les forces armées et de police dans les Kasai.

Face à ce sombre tableau, le chef des droits de l'homme de l'ONU a exhorté le Conseil à déployer une enquête internationale indépendante sur la situation des droits de l'homme dans les Kasai, en coopération avec les autorités congolaises, le Haut-Commissariat et d'autres institutions des Nations Unies.

M. Zeid a indiqué que l'enquête internationale pourrait établir les faits, déterminer les responsabilités individuelles et favoriser la traduction des auteurs des atrocités devant les tribunaux. Le Haut-Commissaire demeure également en contact avec la Cour pénale internationale (CPI).

En réponse à ces accusations, la Ministre congolaise des droits humains a réitéré la volonté des autorités de Kinshasa de poursuivre leur collaboration avec l'ONU. Selon Marie-Ange Mushobekwa-Likulia, la RDC « accepte d'accueillir sur son

sol une équipe d'enquêteurs des Nations unies, venant en appui à la justice congolaise », dans le but de faire la lumière sur les atrocités dans les Kasai.

Elle a également assuré qu'« on cherche les fosses communes partout, sauf là où elle pourrait exister réellement », accusant les Kamwina Nsapu de commettre de « véritables boucheries humaines ».

Mali : le chef de l'ONU condamne l'attaque terroriste contre un hôtel près de Bamako



Des Casques bleus au Mali. Photo MINUSMA/Harandane Dicko (archives)

20 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a condamné mardi l'attaque terroriste menée contre un hôtel dans la périphérie de Bamako, la capitale du Mali, le 18 juin.

Selon la presse, quatre civils et un membre des forces de sécurité maliennes ont été tués lors de cette attaque revendiquée par un groupe lié à Al Qaïda, et une dizaine d'autres personnes blessées. Quatre assaillants ont été tués.

M. Guterres a présenté ses condoléances aux personnes endeuillées et aux familles des victimes, ainsi qu'au peuple malien et au gouvernement du Mali et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

« Le Secrétaire général se félicite de la réaction rapide des forces de défense et de sécurité maliennes et des forces françaises, appuyées par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Le chef de l'ONU a offert « son plein soutien au gouvernement du Mali dans ses efforts pour traduire en justice les auteurs de ces crimes ».

« Cet acte renforce la détermination des Nations Unies de soutenir le peuple du Mali, le gouvernement et les groupes armés signataires dans leurs efforts pour défendre l'accord de paix, contre le terrorisme et l'extrémisme violent et établir une paix et une stabilité durables », a ajouté le porte-parole.

La MINUSMA a condamné lundi l'attaque contre l'établissement touristique 'Le Campement Kangaba', situé à l'est de Bamako. Elle a indiqué que quatre membres du personnel de la Mission avaient été légèrement blessés alors qu'ils fuyaient. La Mission a félicité les forces de sécurité maliennes « pour leur action diligente » et a souligné « l'importance de la pleine coopération avec les services compétents maliens pour assurer que les responsables et les commanditaires de ce crime odieux soient identifiés et traduits en justice ».

La Côte d'Ivoire, un exemple en matière de désarmement, démobilisation et réintégration



Un Casque bleu de l'ONUCI inspecte des armes remises par des miliciens dans le cadre du processus de DDR en Côte d'Ivoire (archives). Photo ONU/Ky Chung

20 juin - Au cours des trois dernières décennies, le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) d'anciens combattants ont joué un rôle clé dans la prévention de la violence, la stabilisation et le soutien aux processus politiques, a affirmé lundi au nom du Secrétaire général de l'ONU, la Haut-Représentante des Nations Unies pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu.

Lors d'une table ronde de haut niveau organisée au siège de l'ONU à New York, Mme Nakamitsu a souligné que le DDR est devenu partie intégrante des opérations de paix à travers le monde, en mettant en exergue l'exemple de la Côte d'Ivoire.

« Cette contribution cruciale au maintien de la paix se manifeste par des programmes de DDR réussis, comme en témoigne les cas de l'Amérique centrale, de l'Angola, de la Sierra Leone, du Libéria et, bien sûr, de

la Côte d'Ivoire », a dit la Haut-Représentante au nom du chef de l'ONU, António Guterres. Elle a précisé que le DDR est devenu une partie intégrante des opérations de paix à travers le monde.

Pour réussir, le DDR doit être adapté au cadre politique global afin de résoudre le conflit. Pour être durable, il faut tenir compte des opérations concurrentes de sécurité et de stabilisation, y compris les réformes du secteur de la sécurité ainsi que la réinsertion à long terme et multidimensionnelle des anciens combattants.

La volonté politique au plus haut niveau, un financement adéquat et la prise en compte des griefs politiques économiques et sociaux des ex-combattants figurent parmi les éléments clés de la réussite du DDR, a souligné Thomas Kontogeorgos, chef de la section DDR des opérations de maintien de la paix, au nom du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix chargé de l'état de droit et des institutions de sécurité, Alexander Zuev.

« La réintégration doit veiller à ce que les griefs politiques, économiques et sociaux des anciens combattants soient bien pris en compte, sinon cela peut nuire de manière significative aux efforts de DDR et au processus de paix en tant que tel », a déclaré M. Kontogeorgos, ajoutant que « les initiatives de DDR ne peuvent être soutenues si elles ne sont pas appuyées par des programmes de réinsertion à long terme bien financés pour les ex-combattants ».

« Selon l'approche intégrée, la réinsertion dure au moins 5 ans, il est donc impératif de concevoir dès le début des programmes pluriannuels avec des partenaires tels que la Banque mondiale », a-t-il conclu.

L'OMS soutient la formation de médecins et infirmières syriens pour qu'ils puissent intégrer le système de santé en Turquie



20 juin - « Nous travaillons avec les médecins turcs comme des frères et sœurs ». Ce sont les mots de Muhammed Attab, un réfugié syrien parmi les plus de 3 millions vivant en Turquie.

Médecin ayant fui Alep il y a plus de 2 ans, Muhammed Attab ne savait pas si en quittant le nord de la Syrie, il abandonnait aussi la profession et la carrière qu'il avait construites dans son pays d'origine.

Une petite fille syrienne devant la tente de sa famille dans le camp de réfugiés Nizip 1, à Gaziantep, dans le sud de la Turquie. Photo: UNICEF/UN048823/Ergen

Cependant, grâce à un programme conjoint du bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Turquie et du Ministère turc de la santé, il a pu commencer un nouveau chapitre de sa vie et de sa carrière, en travaillant dans le système de santé national turc et en soignant des Syriens en Turquie.

En 2016, le gouvernement turc a promulgué une loi qui permet aux professionnels de santé syriens de travailler dans le système de santé turc, permettant d'intégrer ces professionnels de santé et de veiller à ce que les réfugiés syriens puissent recevoir des soins sans rencontrer de barrières culturelles.

Afin de mettre en œuvre cette loi, l'Institut de santé publique de Turquie, associé au Ministère de la santé et au bureau de l'OMS, a développé une formation d'adaptation pour les professionnels de santé syriens vivant en Turquie, y compris les médecins, les infirmières et les sages-femmes.

L'initiative est soutenue financièrement par la branche humanitaire de la Commission européenne (ECHO). La formation offre des cours pratiques et donne lieu à un certificat qui autorise les professionnels de santé syriens à exercer dans les centres de santé pour réfugiés établis en Turquie et à fournir des services aux réfugiés syriens.

« Ce projet en Turquie est une bouée de secours pour les médecins syriens », explique Muhammed Attab. « Avec ce programme, nous nous sentons des médecins pour la première fois en deux ans ».

Alors que les professions de santé ont des principes fondamentaux universels, certains règlements et pratiques diffèrent considérablement d'un pays à l'autre. La formation à l'adaptation vise à donner aux professionnels de santé syriens les

connaissances et l'expérience dont ils ont besoin pour être pleinement compétents dans le contexte turc.

« Ces formations ne sont pas seulement un moyen d'aborder les barrières linguistiques, mais un bon exemple de collaboration. Nous sommes reconnaissants du fait que le gouvernement de la Turquie, le Ministère de la santé et le personnel de santé turc assurent un accès équitable aux services de santé », souligne le Dr Pavel Ursu, Représentant de l'OMS en Turquie.

L'OMS apporte son soutien à la formation en s'assurant notamment que les professionnels de santé syriens soient dotés du cadre théorique essentiel pour leur carrière future. En outre, l'agence onusienne fournit aux stagiaires un soutien financier pour la durée de la formation pratique pour couvrir les frais de subsistance et les frais de déplacement.

Le chef de l'ONU nomme l'Américaine Josette Sheeran comme Envoyée spéciale pour Haïti



Josette Sheeran en 2012, alors qu'elle était Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM). Photo PAM

20 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a nommé Josette Sheeran, des États-Unis, comme Envoyée spéciale pour Haïti, avec pour tâche notamment de mettre en œuvre la nouvelle approche de l'ONU pour réduire l'impact du choléra dans ce pays.

Mme Sheeran a une large expérience au sein des Nations Unies et dans le domaine humanitaire, en lien avec Haïti. Elle est actuellement Présidente de l'organisation Asia Society. Avant ce poste, elle a été Vice-présidente du Forum économique mondial (2012-2013) et Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (2006-2012).

Le chef de l'ONU a aussi nommé Jayathma Wickramanayake, du Sri Lanka, comme Envoyée pour la jeunesse. Elle succèdera à Ahmad Alhendawi, de la Jordanie.

Représentante de la jeunesse au niveau international depuis l'âge de 21 ans, Mme Wickramanayake a également joué un rôle clé dans ce domaine au Sri Lanka en créant le mouvement civique et politique de jeunes appelé "Hashtag Generation".

Le Secrétaire général a aussi nommé María Soledad Cisternas Reyes, du Chili, comme Envoyée spéciale pour le handicap et l'accessibilité.

En tant qu'Envoyée spéciale, Mme Cisternas aidera à promouvoir les droits des personnes handicapées, en mettant particulièrement l'accent sur l'accessibilité pour tous. Mme Cisternas a été Présidente du Comité des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées et Directrice du Programme juridique sur le handicap de la faculté de droit de l'Université Diego Portales, au Chili.

La solution à deux États, Israël et Palestine, est le seul moyen de parvenir à une paix durable, selon l'ONU



Le Conseil de sécurité lors de l'intervention du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov. Photo ONU/Manuel Elias

20 juin - La solution à deux États, Israël et Palestine, vivant côte-à-côte en paix et en sécurité est le seul moyen de parvenir à une paix durable, a rappelé mardi devant le Conseil de sécurité le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov.

Intervenant par vidéoconférence depuis Jérusalem, M. Mladenov a affirmé que « la solution à deux États est la seule garantie pour établir les fondations d'une paix durable qui tienne compte des besoins sécuritaires d'Israël et du droit des Palestiniens à un État souverain ».

Il a fait le point sur la mise en œuvre de la résolution 2334 (2016), adoptée le 23 décembre dernier par le Conseil de sécurité, et qui « exige, entre autres, qu'Israël arrête

immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ».

Au cours de la période du 25 mars au 19 juin dernier, le Coordonnateur spécial a noté une augmentation des activités de peuplement et des annonces en ce sens, en comparaison à la période prise en compte par le précédent rapport.

Pour le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Ahmed Aboul-Gheit, la stratégie actuelle du gouvernement israélien, qui crée de nouvelles colonies de peuplement, rend la solution à deux États impossible. Face à l'initiative de paix arabe de 2002, Israël « ne propose qu'une solution : la poursuite de l'occupation », a-t-il argué.

De son côté Lakhdar Brahimi, membre du groupe des Sages, a dénoncé « la paralysie du Conseil de sécurité ». L'ancien diplomate et haut fonctionnaire de l'ONU a ainsi souligné la nécessité urgente pour cet organe de jouer un rôle actif, lui conseillant par exemple d'organiser une visite sur le terrain. Cela permettrait aux membres du Conseil de rencontrer des représentants de la société civile d'Israël et de Palestine, « afin de constater de leurs propres yeux les dégâts psychologiques des deux côtés », a-t-il fait valoir.

Nickolay Mladenov a salué le calme relatif qui a marqué ces trois derniers mois, même si l'ONU a répertorié 17 Palestiniens tués par les forces de sécurité israéliennes et la mort de deux membres des forces de l'ordre d'Israël du fait de Palestiniens.

Il a dénoncé les actes de provocation de part et d'autre et a souligné que les dirigeants des deux bords ont la responsabilité de prendre des mesures qui démontrent leur engagement à combattre la violence, les actes de provocation et toute rhétorique incendiaire.

M. Mladenov a salué les mesures positives prises par Israël pour améliorer l'économie palestinienne, même si le conflit d'autorité entre le Hamas et le Fatah a conduit à la fermeture de la seule centrale électrique de Gaza, réduisant ainsi la disponibilité de l'énergie électrique à 4 heures par jour, et accentuant la détérioration de la situation humanitaire de Gaza.

Cette situation a fait dire au Coordonnateur spécial que Gaza est « une poudrière », et que lorsque l'explosion aura lieu, cela aura des conséquences dévastatrices sur la population et cela sapera tous les efforts de paix.